
Le secteur communautaire canadien doit financer des projets numériques : ACEI

Title: Le secteur communautaire canadien doit financer des projets numériques : ACEI

Author: Fatima Syed

Published in: *The Philanthropist*

ISSN: 2562-1491

Date: March 22, 2021

Original Link: <https://thephilanthropist.ca/2021/03/le-secteur-communautaire-canadien-doit-financer-des-projets-numeriques-acei/>

Date of PDF Download: April 18, 2021

Selon un nouveau rapport, le développement numérique au Canada ne constitue pas une priorité pour le secteur caritatif et est « sous-financé, fragmentaire, improvisé et désorganisé » — il y a peu de projets, par exemple, dans le domaine de la littératie numérique et de l'accès à large bande en milieu rural.

Intitulé [Sans connexion](#) : *Manque à gagner du financement, déséquilibres politiques et leur contribution au sous-développement numérique au Canada*, ce rapport a été produit par l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI), l'organisme sans but lucratif qui gère le domaine Internet .CA et qui finance des projets numériques partout au pays.

Ce rapport conclut que la « philanthropie numérique » n'existe pas au Canada, bien qu'une connexion Internet efficace et stable soit de plus en plus considérée comme un besoin essentiel ainsi qu'un moyen d'accéder à des services tels que les soins de santé et l'éducation, qui sont fournis activement par le secteur social canadien.

Dans la foulée de la pandémie, le secteur social canadien cherche à combler cette lacune dans la prestation des services.

« En 2021, les OBNL ne connaissent pas encore très bien les enjeux numériques », affirme Kathryn Ann Hill, directrice générale de [HabiloMédias](#) qui œuvre pour la littératie numérique et médiatique. « Nous n'avons pas bien compris comment [ces enjeux] peuvent contribuer aux problèmes sociaux et aux inégalités sociales, tant en matière d'accès à la technologie que d'utilisation de la technologie. Ce n'est pas simplement une question de donner à tout le monde l'accès à la large bande. Il s'agit de comprendre comment l'Internet devient essentiel à

notre mode de vie. »

« La philanthropie numérique est un avion que nous construisons tout en le pilotant », ajoute-t-elle.

C'est ce que reconnaît le rapport de l'ACEI, en soulignant que les projets numériques sont compliqués et nécessitent le déploiement d'infrastructures et de technologies, des efforts de littératie, un suivi attentif, et beaucoup de planification organisationnelle et structurelle. Comparativement à d'autres initiatives philanthropiques, de tels projets sont, par nature, coûteux et nécessitent un financement stable sur de plus longues périodes.

« Il est très difficile de convaincre les donateurs et les bailleurs de fonds, de même que les gouvernements ou les organismes qui financent la recherche, d'investir dans ces initiatives à long terme », mentionne Colette Brin, directrice du Centre d'études sur les médias, à l'Université Laval. « Tellement de gens s'efforcent d'avoir accès à l'offre philanthropique pour corriger les inégalités sociales, aussi il est difficile de faire valoir que l'accès numérique est plus important que la nourriture ou le logement. »

L'ACEI a sondé 115 personnes de l'espace numérique afin de comprendre les raisons principales de ce manque de soutien : 45 % des répondants ont dit qu'il est difficile d'accéder au financement. L'ACEI a essayé de combler cette lacune et a financé des organismes tels que la [Gluu Technology Society](#), qui développe la littératie numérique des aînés en Colombie-Britannique; l'organisme torontois [Parkdale Centre for Innovation](#), un incubateur d'entreprises virtuel pour les femmes entrepreneures et les entrepreneurs PANDC (personnes autochtones, noires et de couleur); et la [Mamawapowin Technology Society](#), qui fournit gratuitement un accès Internet sans fil à la Première Nation crie de Samson, en Alberta.

Le plus récent [programme](#) d'investissement de l'ACEI offre plus de 1 million de dollars pour des projets de philanthropie numérique; la date limite pour déposer une demande est le 14 avril.

« Le débat pour déterminer si l'Internet est un service essentiel est officiellement terminé », affirme Maureen James, gestionnaire du programme d'investissement communautaire de l'ACEI. « Que votre premier enjeu soit la justice raciale, les changements climatiques, la santé mentale ou un autre domaine de changement social, votre deuxième doit être un Internet accessible et abordable. Sans cela, une moins grande partie de la population canadienne pourra être présente en ligne et participer à votre travail, ce qui rend plus difficile tout ce que vous faites. » Certains sont allés encore plus loin en faisant valoir que l'accès Internet doit devenir un service public, au lieu d'être un service fourni par des sociétés privées — un [point exploré](#) dans *Unmasking the Future*, un nouveau livre de James Stauch, de l'[Institute for Community Prosperity](#), financé par la Calgary Foundation.

À ce moment-ci, les seuls volets de financement disponibles pour le projet numérique du secteur communautaire canadien sont les programmes de l'ACEI et des programmes du gouvernement fédéral, qui imposent des critères d'admissibilité stricts et exigent que les organismes démontrent leur capacité à entreprendre des projets importants et compliqués.

En raison du manque de financement, le Canada accuse un retard important par rapport à des pays comme les États-Unis où les initiatives numériques du secteur communautaire sont « plus développées, plus collaboratives et mieux financées », explique Jesse Bourns, directeur général

d'[Ajah](#), une entreprise montréalaise qui bâtit une infrastructure d'information pour les OBNL afin de les aider à trouver des bailleurs de fonds et à fournir de meilleurs services.

Jesse Bourns dit que les choses changent, mais lentement, alors que les OBNL canadiens réalisent les impacts d'une infrastructure numérique inadéquate sur « leurs propres objectifs et les gens qu'ils financent ». Il ajoute que les bailleurs de fonds commencent à élargir leur portée. Par exemple, dans le cadre de son Plan stratégique 2016-2021, le Conseil des arts du Canada a créé un imposant [Fonds Stratégie numérique](#) en vue de développer la littératie numérique et l'engagement dans l'univers numérique. La Ontario Trillium Foundation a lancé un fonds d'innovation semblable. Dans le domaine technologique, de plus en plus de bailleurs de fonds émergent pour aider à combler le fossé numérique.

« À cause de la COVID, les gens ont réalisé soudainement qu'il est urgent de régler ce problème, dit Jesse Bourns. Alors que c'était la priorité numéro quatre ou cinq, maintenant, tout le monde veut passer immédiatement à l'action. »

Toby Harper-Merrett est directeur général de l'OBNL [Ordinateurs pour l'excellence Canada](#), un programme financé par le gouvernement du Canada et qui remet à neuf des ordinateurs donnés afin de les distribuer à des écoles, des bibliothèques et des communautés marginalisées. Il croit que le manque de financement est un problème de perception : « Ça coûte des milliards de dollars pour mettre des satellites dans l'espace et poser des kilomètres de fibre. Ça ne coûte pas des milliards de dollars en investissement numérique pour résoudre le problème plus vaste : recenser et aider les personnes qui n'ont pas la technologie pour avoir accès à l'Internet. »

« Le secteur [communautaire] doit cesser de faire une distinction entre le développement économique et l'économie numérique, ajoute-t-il. Tout ce que fait un organisme de bienfaisance va dépendre d'un appareil numérique. Tout investissement que vous faites doit être considéré sous un angle numérique. »

Selon Colette Brin, les OBNL ont l'impression que les efforts technologiques sont trop grands ou compliqués, et qu'ils doivent les laisser à des géants de la technologie tels que Google, Facebook ou d'autres importants acteurs des télécommunications. « Les OBNL ne font pas de percées technologiques, mais ils peuvent élargir l'accès à Internet en fournissant des choses simples et moins attrayantes, comme des ordinateurs et des points d'accès Wi-Fi », dit-elle.

Une solution est d'encourager davantage la collaboration entre les OBNL et les entreprises technologiques, déclare James Stauch, de l'Université Mount Royal. Il cite en exemple des fournisseurs de services Internet tels que [O-Net](#), en Saskatchewan. « Nous parlons toujours du déficit numérique dans le secteur social, mais il y a aussi un déficit social dans le secteur technologique, ajoute-t-il. Les gens de l'espace numérique peuvent innover, mais ils ne connaissent pas bien les problèmes sociaux sur le terrain. Nous devons trouver des moyens pour que les [OBNL et les entreprises technologiques] se rencontrent et s'associent. »

À certains égards, ce travail intersectoriel est déjà commencé. La fusion proposée entre les géants des télécommunications que sont Rogers et Shaw comprend un engagement à créer un fonds de 1 milliard de dollars afin d'installer un réseau Internet haute vitesse dans des régions rurales et éloignées ainsi que des communautés autochtones de l'Ouest canadien. En vertu de cet arrangement, Rogers consultera les communautés autochtones pour mettre en place des

sociétés fournissant des services Internet, et qui appartiennent à des Autochtones et sont gérées par des Autochtones.

Pour Kathryn Ann Hill, c'est encourageant de constater que ces conversations se multiplient à cause des lacunes révélées par la pandémie : « Nous avons tous appris que c'est vraiment un privilège de travailler à partir de la maison et d'avoir la technologie pour le faire. »

Haliburton s'allie contre le manque de bande passante

Après la fermeture des écoles de l'Ontario, en mars dernier, 150 élèves de l'école secondaire Haliburton Highlands (située dans une région rurale du centre de la province) avaient un accès inégal à leurs cours en ligne. Selon certains élèves, cela pouvait prendre une heure pour se connecter à la diffusion en direct, et la connexion vidéo s'interrompait fréquemment.

Certains élèves ont déménagé temporairement dans une autre ville ou se rendaient dans le stationnement de leur école. Ce grave problème a été résolu à court terme : pour améliorer la connectivité Internet dans le comté, [Point in Time](#), un centre communautaire local et un fournisseur de services, a mis sur pied un groupe de travail qui a recueilli plus de 102 000 \$ (sur un objectif de 180 000 \$) afin d'acheter des téléphones cellulaires avec des données, avec l'aide de Rogers.